



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 18/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES

45 rue de Paradis
75010 Paris

Références : 2024/796
Code AIOT : 0010003836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu pendant le contrôle inopiné des installations de refroidissement (prévention de la légionellose)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES
- 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003836
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF INDUSTRIE EST est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits industriels en polystyrène expansé à destination du secteur du BTP et industriel sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne. Les activités relèvent principalement des rubriques suivantes : • transformation de matières plastiques à raison de 28t/jour de matière traitée (rubrique 2661 / régime de l'Enregistrement) • stockage de polymères expansés à raison de 19 109 m3 (rubrique 2663 / régime de l'Enregistrement) • installations de refroidissement (rubrique 2921 / régime de l'Enregistrement) Les installations sont par ailleurs soumises à déclaration au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères expansés) et 2910 (installations de combustion).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Demande d'action corrective	60 jours
2	Maintien en bon état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Nettoyage préventif de l'installation – Risque	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Demande d'action corrective	60 jours
5	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)	Demande d'action corrective	60 jours
8	Personne référente et formation à la prévention de la légionellose	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	60 jours
10	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Demande d'action corrective	60 jours
11	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Sans objet
6	Respect du	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	délai de 48 heures prélèvement/injection ponctuelle de biocide	article 26 > I. 3. b)	
7	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Sans objet
9	Fréquence de révision de l'AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'affiche permettant de repérer le point de prélèvement pour analyse mensuelle de l'eau de circuit est devenue illisible avec le temps.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'une nouvelle affiche et que son installation reste à réaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Maintien en bon état de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire définit à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les parties extérieures des 2 TARs qui ont pu être observées présentent un bon état de surface. Les parties internes n'ont pas été vérifiées.</p> <p>L'exploitant a précisé que des opérations de remise en état ont été réalisées ces dernières années afin de maintenir l'installation en bon état, notamment au niveau des parties intérieures des TARs. Néanmoins, l'exploitant n'a pas présenté de rapport d'intervention ou tout autre document pouvant justifier du bon état interne des TARs, notamment du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires.</p> <p>L'exploitant doit justifier que l'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface et que le dispositif de limitation des entraînements est en bon état et bien positionné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les TARs font l'objet d'un nettoyage annuel et que le bassin associé fait l'objet d'une vidange et d'un nettoyage mensuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dernier nettoyage annuel réalisé en décembre 2023 ; le prochain est prévu lors de l'arrêt technique des 19 et 20 décembre 2024 ; • derniers nettoyages du bassin réalisés le 30 septembre et le 4 novembre 2024 ; le prochain est prévu début décembre 2024. <p>Pas d'écarts constatés.</p> <p>Toutefois, ces interventions ne sont pas mentionnées dans le carnet de suivi (voir point de contrôle n° 10 du présent rapport).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Nettoyage préventif de l'installation – Risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le nettoyage est notamment réalisé par jet d'eau sous pression et a présenté la procédure de nettoyage en relation datant du 12/03/2015.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques particulières sur cette procédure hormis qu'elle fait apparaître une opération de traitement chimique des parois du bassin alors que celle-ci n'est plus réalisée.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour la procédure de nettoyage par jet sous pression de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de stratégie de traitement décrit notamment le produit utilisé de manière préventive, ses caractéristiques et modalités d'utilisation, les produits de décomposition et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>La stratégie de traitement préventif en place est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Javel : Biocide oxydant / Injection en continu par pompe doseuse réglée manuellement afin de maintenir environ 0,5 g d'oxydant libre par m³. <p>Des analyses hebdomadaires du taux de chlore libre de l'eau du circuit permettent d'ajuster, si nécessaire, le réglage de la pompe doseuse.</p> <p>Les deux dernières analyses ont été réalisées le 1er et le 8 octobre 2024. Les fiches correspondantes, indiquant les dates et résultats d'analyse du taux de chlore libre dans le circuit, ont été présentées. Les fiches des analyses des semaines suivantes n'ont pas pu être présentées. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le réglage de la pompe doseuse est réalisé grâce au retour d'expérience des réglages précédents. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, au vu des résultats d'analyse du taux de chlore libre, la méthodologie de réglage de la pompe doseuse.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les analyses hebdomadaires du taux de chlore libre dans le circuit des TARs ont été réalisées après le 08/10/2024.</p> <p>Par ailleurs, L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, au vu des résultats de ces analyses, la méthodologie de réglage de la pompe doseuse permettant l'ajout de chlore dans le circuit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Respect du délai de 48 heures prélèvement/injection ponctuelle de biocide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : [...] En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. [...] Constats : L'exploitant a précisé avoir connaissance de la nécessité de respecter ce délai de 48h entre une injection ponctuelle de biocide et un prélèvement pour analyse des légionelles de l'eau de circuit. Sur la période allant de janvier 2023 à octobre 2024, hormis le traitement préventif en place à base de BO (biocide oxydant) il n'y a pas eu d'injection ponctuelle de biocide du fait de l'absence de dérive des résultats d'analyse des légionelles de l'eau de circuit. Pas d'écarts constatés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : [...] Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; [...] Constats : Le schéma de principe du circuit de refroidissement mentionne bien le lieu de prélèvement et le

lieu d'injection du produit de traitement.
Pas d'écarts constatés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Personne référente et formation à la prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la personne référente est désignée mais sans que cela soit formalisé au travers d'un document.</p> <p>Les éléments justifiant de la formation des personnes internes à l'établissement, sur les items prescrits, ont été présentés : deux personnes formées par l'APAVE le 28/06/2024.</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé au travers d'un document la désignation nominative de la personne référente de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Fréquence de révision de l'AMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : [...] En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...] Constats : L'AMR a été revue le 10/10/2023 et le 18/09/2024. La fréquence de révision annuelle est respectée. Pas d'écarts constatés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; [...] - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; [...] Constats : Le volume d'eau consommé, relatif au circuit des TARs, est relevé mensuellement via un compteur mais n'est pas reporté dans le carnet de suivi. Le volume d'eau rejeté mensuellement n'est pas mesuré ou estimé. Il est à noter que ces volumes doivent prendre en compte le volume lié à la vidange mensuelle du

<p>circuit et du bassin associé.</p> <p>Les quantités de produit de traitement préventif sont suivies mensuellement mais le cumul annuel n'est pas réalisé.</p> <p>Les actions préventives (notamment vidange du circuit et bassin et nettoyage annuel) curatives et correctives ne sont pas reportées dans le carnet de suivi.</p> <p>Le carnet de suivi ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau de circuit des TARs consommés et rejetés mensuellement (par mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 11 : Bilan annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il lui semblait que les déclarations qu'il réalisait mensuellement sous</p>

GIDAF permettaient de répondre à la prescription.
L'inspection a confirmé à l'exploitant la nécessité de transmettre le bilan annuel.

Le bilan annuel n'est pas transmis à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours